

MARCHÉ DE TRAVAUX

Marché SENSIBLE

REGLEMENT DE LA CONSULTATION (R.C.)

DAF_2025_001795

ACCORD CADRE PASSE SELON LA PROCEDURE

DE L'APPEL D'OFFRES OUVERT

EN APPLICATION DE L'ARTICLE R2124-2 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

Maitre d'ouvrage/acheteur

ETAT - MINISTERE DES ARMÉES ET DES ANCIENS COMBATTANTS

Service d'infrastructure de la Défense Ile-de-France

Objet du marché

Accord cadre à bons de commande relatif à l'exécution de travaux d'entretien et de grosses réparations sur les emprises soutenues par l'Unité de Soutien de l'Infrastructure de la Défense de :

VERSAILLES (Lots C1 ; E1 ; F1 et H1)

PARIS et ARCUEIL (Lots B2 ; C2 ; E2 ; E2 BIS et F2)

VILLACOUBLAY (Lot H3)

MONTLHERY (Lots C4 ; E4 et H4)

CREIL (Lots C5 ; E5 et H5)

Remise des offres

Date limite de réception : **17/03/2026**

Heure limite de réception : **11H00**

RAPPEL

En application des dispositions prévues aux articles R.2132-7 et suivants du Code de la commande publique, dans le cadre de cette consultation, les documents requis des candidats (documents relatifs à la candidature et à l'offre) sont transmis uniquement par voie électronique. **Ainsi, le candidat qui enverrait son pli sous un autre support autre que celui du profil d'acheteur (via la PLACE) verra son offre jugée irrégulière au sens de l'article L.2152-2 du Code de la commande publique.**

Les différents échanges et communication en cours de procédure interviennent également par voie électronique. **Sur ce point, l'attention du soumissionnaire est appelée sur le fait que l'adresse mail utilisée dans le cadre de ces échanges sera l'adresse ayant servi au retrait du dossier de consultation.**

Les documents de la consultation dont la signature électronique est requise doivent être signés électroniquement avec un certificat de signature conforme au RGS ou équivalent.

A cet effet, nous conseillons aux soumissionnaires de se munir d'un certificat de signature électronique au moment de la remise du pli.

Les candidats ou soumissionnaires sont alertés sur le fait que le site de la plateforme des achats de l'État (PLACE) fait l'objet de dysfonctionnements récurrents depuis plusieurs mois.

Par conséquent, les candidats ou soumissionnaires sont très fortement invités à remettre une copie de sauvegarde conformément aux dispositions de l'article R. 2132-11 du Code de la commande publique dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres et conformément aux modalités de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la copie de sauvegarde.

L'utilisation de cette copie de sauvegarde sera effectuée conformément à l'article 2 - II - 2° de l'arrêté cité précédemment.


Les candidats et soumissionnaires sont informés qu'en l'absence de copie de sauvegarde et dans le cas où l'offre d'un candidat ou soumissionnaire ne pourrait être ouverte, le représentant du pouvoir adjudicateur sera tenu de l'écarter.

Sommaire

ARTICLE PRELIMINAIRE	4
ARTICLE PREMIER : ACHETEUR PUBLIC	4
1- Identification de l'acheteur public.....	4
2- Contact pour la visite des lieux	4
ARTICLE 2 : OBJET DE L'ACCORD-CADRE	4
1- Description de l'accord-cadre.....	4
a) Type de marché	4
b) Objet du marché	5
c) Montant de l'accord cadre	5
d) Allotissement de l'accord-cadre et montants maximums par lots	6
e) Liste des lots actuellement en cours d'exécution couvrant les besoins en travaux d'entretien et de grosses réparations du SID-IDF.....	7
f) Dispositions relatives au caractère multi-attributaire de l'accord-cadre	9
g) Modalités de soumission pour les différents lots.....	10
h) Nomenclature CPV et code GM.....	10
i) Lieu d'exécution.....	10
j) Décomposition en tranches.....	10
k) Variantes.....	10
l) Modalités essentielles de financement et de paiement	10
m) Cautions et garanties demandées.....	11
n) Disposition sociales	11
o) Dispositions environnementales	11
2- Durée de l'accord-cadre et reconduction.....	11
a) Date d'effet de l'accord-cadre	11
b) Durée de validité des bons de commande	12
3- Date de début prévisionnelle d'exécution	12
ARTICLE 3 : PROCEDURE	12
1- Type de procédure	12
2- Dossier de consultation des entreprises	12
a) Retrait	12
b) Composition	12
3- Modification de détail du DCE.....	12
4- Questions-Réponses	13
5- Date limite de remise des offres	13
6- Négociation	13
ARTICLE 4 : CONDITIONS RELATIVES A LA CANDIDATURE	13
1- Forme juridique que devra revêtir l'attributaire	13
2- Conditions de participation.....	14
a) Capacités économiques et financières requises	15
b) Capacités techniques et professionnelles requises.....	15
3- Présentation des candidatures.....	16
4- Documents justificatifs et autres moyens de preuve	18

a) Transmission des moyens de preuve concernant les interdictions de soumissionner.....	18
b) Transmission des documents et renseignements concernant les conditions de participation à la procédure	19
5- Sélection des candidats.....	19
ARTICLE 5 : CONDITIONS RELATIVES A L'OFFRE	20
1- Forme et contenu de l'offre	20
2- Délai de maintien des offres	20
3- Critères d'analyse des offres	20
ARTICLE 6 : CONDITIONS DE TRANSMISSION DES PLIS	24
1- Dépôt des plis	24
2- Présentation des dossiers et format des fichiers	25
3- Horodatage	25
4- Copie de sauvegarde électronique.....	25
5- Modalités de signature électronique.....	26
a) Rappel général.....	26
b) Signature électronique des documents	27
c) Exigences relatives aux certificats de signature du signataire.....	27
d) Justificatifs de conformité à produire	27
e) Outil de signature utilisé pour signer les fichiers	27
ARTICLE 7 : ATTRIBUTION DU MARCHE	28
1- Formalités préalables à l'attribution des marchés publics.....	28
Présentation du dispositif APROVALL 360	28
2- Fin de procédure et notification.....	29
ANNEXE 1 : ASSISTANCE A LA DISPOSITION DES ENTREPRISES SUR « PLACE ».....	30

ARTICLE PRELIMINAIRE

Conformément à l'article R.2143-4 du Code de la commande publique le Ministère des Armées accepte les DUME électroniques envoyés par les entreprises. 

Ce dispositif permet de déposer sa candidature sur la base d'une attestation sur l'honneur, à l'instar des formulaires DC1, DC2 et du « Marché public simplifié » (MPS), désormais caduque. Cette auto-déclaration permet aux opérateurs économiques candidats de prouver :

- qu'ils ne se trouvent pas dans l'une des situations pour lesquelles ils doivent ou pourraient être exclus de la procédure,
- et qu'ils satisfont aux critères d'exclusion et de sélection applicables.

Ce formulaire pré-rempli est complété par le candidat lors du dépôt de sa candidature sur PLACE. **Le DUME ne dispense pas le soumissionnaire de remettre les preuves requises.** Le soumissionnaire devra produire ces documents dès lors qu'ils lui seront demandés expressément.

Un soumissionnaire peut être exclu de la procédure de passation de marché ou faire l'objet de poursuites s'il s'est rendu coupable de fausses déclarations en remplissant le DUME, ou s'il a caché ces informations ou n'a pas été capable de présenter les justificatifs les complétant.

ARTICLE PREMIER : ACHETEUR PUBLIC

1- Identification de l'acheteur public

L'acheteur public est l'Etat, ministère des Armées et des Anciens Combattants.

*Ministère des Armées et des Anciens Combattants
Service d'infrastructure de la Défense Ile-de-France
Base des Loges
8, Avenue du Président Kennedy
BP 40202
78102 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE CEDEX*

2- Contact pour la visite des lieux

Aucune visite des lieux ne sera effectuée, compte tenu du nombre de sites dépendants du Service d'infrastructure de la défense Ile-de-France (SID-IDF).

ARTICLE 2 : OBJET DE L'ACCORD-CADRE

1- Description de l'accord-cadre

a) Type de marché

Le présent accord-cadre est un marché public de travaux.

L'ensemble des lots de l'accord cadre sont catégorisés « **marché sensible** », conformément aux dispositions de l'article 5.3.2 de l'instruction générale interministérielle sur la protection du secret de la défense nationale, annexée à l'arrêté du 09 août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale.

Pour les lots B2 ; C2 ; E2 ; E2 BIS et F2 concernant le périmètre soutenu par les USID d'Arcueil et de Paris et pour les lots C5, E5 et H5 concernant le périmètre soutenu par l'USID de Creil :

Les personnes morales soumissionnaires feront également l'objet d'une enquête administrative, sur la base des éléments fournis dans le cadre de la candidature (**voir formulaire joint en annexe 3**). Cette enquête administrative est conclue par un avis. Un avis défavorable conduira à écarter la candidature de l'entreprise concernée en cours de procédure.

Pour l'ensemble des lots, un contrôle élémentaire des personnes physiques chargées de l'exécution des prestations sera sollicité par l'autorité contractante aux seuls attributaires avant le démarrage des prestations.

b) Objet du marché

Le présent marché est **un accord-cadre multi-attributaire à bons de commande sur bordereau de prix unitaire (BPU)** sans montant minimum et avec un montant maximum, conformément aux dispositions des articles L.2125-1, R.2121-8, R2162-1 à R 2162-6 et 2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique.

Il concerne l'exécution de travaux d'entretien et de grosses réparations sur les sites soutenus par le Service d'Infrastructure de la Défense Ile-de-France (SID-IDF) et ses organismes subordonnés dans les domaines suivants selon l'allotissement décrit à l'article d) ci-dessous.

Conformément aux dispositions de l'article R.2122-7 du Code de la commande publique, il sera possible de recourir à la procédure de marchés négociés sans mise en concurrence pour la réalisation ultérieure de prestations similaires à celles du marché, sous réserve que le ou les marchés correspondants soient notifiés au plus tard 3 ans à compter de la notification du présent marché.

c) Montant de l'accord cadre

Le présent accord-cadre étant conclu sans montant minimum mais avec un montant maximum, les montants maximums donnés peuvent être non atteints mais non dépassés sans que cela n'ouvre droit à réclamation de la part des futurs attributaires.

Le montant maximum de l'accord-cadre est de **30 166 666,28 € HT (soit 36 199 999,54 € TTC)**.

d) Allotissement de l'accord-cadre et montants maximums par lots

Le présent accord cadre est alloté techniquement et géographiquement. Il est décomposé de seize (16) lots traités par des marchés séparés.

Périmètre USID de Versailles		
LOT	Corps d'état	Montant maximum H.T sur 1 an
C1	Travaux de VRD, de signalisation et de clôture	2 333 333,33 €
E1	Travaux de menuiserie bois, pvc, vitrerie (hors monuments historiques)	1 750 000,00 €
F1	Travaux de peinture	916 666,66 €
H1	Travaux de couverture, étanchéité, charpente et bardage	2 000 000 €
Périmètre USID de Paris et Arcueil		
LOT	Corps d'état	Montant maximum H.T sur 1 an
B2	Travaux de béton armé, maçonnerie, revêtement de sols et muraux et plâtrerie	2 750 000 €
C2	Travaux de VRD, de signalisation et de Clôture	1 833 333,33 €
E2	Travaux de menuiserie bois, pvc, vitrerie (hors monuments historiques)	1 916 666,66 €
E2 BIS	Travaux de menuiserie métallique, aluminium, vitrerie (hors monuments historiques)	1 250 000 €
F2	Travaux de peinture	3 583 333,33 €
Périmètre USID de Villacoublay		
LOT	Corps d'état	Montant maximum H.T sur 1 an
H3	Travaux de couverture, étanchéité, charpente et bardage	1 666 666,66 €
Périmètre USID de Montlhéry		
LOT	Corps d'état	Montant maximum H.T sur 1 an
C4	Travaux de VRD, de signalisation et de Clôture	3 416 666,66 €
E4	Travaux de menuiserie bois, pvc, vitrerie	1 083 333,33 €

H4	Travaux de couverture, étanchéité, charpente et bardage	1 333 333,33 €
Périmètre USID de Creil		
LOT	Corps d'état	Montant maximum H.T sur 1 an
C5	Travaux de VRD, de signalisation et de clôture	2 250 000 €
E5	Travaux de menuiserie bois, pvc, vitrerie	1 666 666,66 €
H5	Travaux de couverture, étanchéité, charpente et bardage	916 666,66 €

e) **Liste des lots actuellement en cours d'exécution couvrant les besoins en travaux d'entretien et de grosses réparations du SID-IDF**

Les lots géographiques et techniques suivants ont fait l'objet d'une précédente consultation et sont en cours d'exécution jusqu'en août 2027 :

Lot	OBJET
Périmètre relevant de l'USID de Versailles	
Lot A1	Travaux de désamiantage et déplombage
Lot B1	Travaux de béton armé, maçonnerie, de revêtements de sols et muraux scellés ou collés et de plâtrerie
Lot D1	Travaux d'électricité
Lot E1 BIS	Travaux de menuiserie métalliques, aluminium, vitrerie (Hors monuments historiques)
Lot E1 TER	Travaux de menuiserie « Monuments Historiques »
Lot G1	Travaux de plomberie, chauffage, ventilation et climatisation
Lot I1	Travaux de couverture « Monuments Historiques »

Périmètre relevant de l'USID de Paris et Arcueil	
Lot A2	Travaux de désamiantage et de déplombage
Lot D2	Travaux d'électricité
Lot E2 TER	Travaux de menuiserie « Monuments Historiques »
Lot G2	Travaux de plomberie, chauffage, ventilation et climatisation
Lot H2	Travaux de couverture, étanchéité, charpente et bardage
Lot I2	Travaux de couverture « Monuments Historiques »
Périmètre relevant de l'USID de Villacoublay	
Lot A3	Travaux de désamiantage et déplombage
Lot B3	Travaux de béton armé, maçonnerie, de revêtements de sols et muraux scellés ou collés et de plâtrerie
Lot C3	Travaux de VRD, de signalisation et de clôture
Lot D3	Travaux d'électricité
Lot E3	Travaux de menuiseries bois, PVC, vitrerie
Lot E3 BIS	Travaux de menuiserie métallique, aluminium, vitrerie
Lot F3	Travaux de peinture
Lot G3	Travaux de plomberie, chauffage, ventilation et climatisation
Périmètre relevant de l'USID de Montlhéry	
Lot A4	Travaux de désamiantage et déplombage

Lot B4	Travaux de béton armé, maçonnerie, de revêtements de sols et muraux scellés ou collés et de plâtrerie
Lot D4	Travaux d'électricité
Lot E4 BIS	Travaux de menuiserie métallique, aluminium, vitrerie
Lot F4	Travaux de peinture
Lot G4	Travaux de plomberie, chauffage, ventilation et climatisation
Périmètre relevant de l'USID de Creil	
Lot A5	Travaux de désamiantage et déplombage
Lot B5	Travaux de béton armé, maçonnerie, de revêtements de sols et muraux scellés ou collés et de plâtrerie
Lot D5	Travaux d'électricité
Lot E5 BIS	Travaux de menuiserie métallique, aluminium, vitrerie
Lot F5	Travaux de peinture
Lot G5	Travaux de plomberie, chauffage, ventilation et climatisation

f) Dispositions relatives au caractère multi-attributaire de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est multi-attributaire. L'attribution des bons de commande s'effectue sans négociation ni remise en concurrence, selon la méthode dite « en cascade », qui consiste à faire appel en priorité aux titulaires classés premier du lot considéré.

L'acheteur contactera le titulaire dont l'offre a été classée première dans les conditions décrites ci-après.

Sous réserve qu'il ne fasse pas l'objet d'une pénalité technique prévue à l'article 5-2-1 du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ou d'une dérogation prévue à l'article 2-1 du même document, le titulaire du lot considéré classé premier lors du jugement des offres de

l'accord-cadre reçoit les commandes émises par les délégataires visés à l'article 2.5.1 du CCAP au fur et à mesure de l'apparition des besoins et selon les modalités qui y sont décrites.

Tous les lots du présent accord-cadre seront multi-attributaires.

Le nombre d'attributaires par lot est limité à 3 pour l'ensemble des lots.

g) Modalités de soumission pour les différents lots

Pour chaque lot, les 3 soumissionnaires présentant les offres les mieux classées après pondération conformément à l'article 5 du présent document seront déclarés titulaires du lot concerné.

Les soumissionnaires sont autorisés à remettre une offre pour chaque lot qu'il soit technique ou géographique.

h) Nomenclature CPV et code GM

Les nomenclatures sont données en annexe 2.

i) Lieu d'exécution

Les travaux s'exécuteront sur l'ensemble des sites soutenus par le SID Ile-de-France et ses organismes subordonnés :

Lots C1 ; E1 ; F1 ; H1 et I1 : VERSAILLES

Lots B2 ; C2 ; E2 ; E2 BIS et F2 : PARIS et ARCUEIL

Lots H3 : VILLACOUBLAY

Lots C4 ; E4 ; H4 : MONTLHERY

Lots C5 ; E5 et H5 : CREIL

(Voir annexe I au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) de chacun des lots)

j) Décomposition en tranches

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

k) Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

l) Modalités essentielles de financement et de paiement

Prix du marché

Les prix stipulés dans le présent accord-cadre sont ceux dont le libellé est détaillé au bordereau de prix unitaires du marché ou à défaut les prix issus de la série de prix BATIPRIX 2026

auxquels devront être appliqués le rabais et la remise prévus à l'article 2.4 de l'Acte d'engagement.

Unité monétaire

Le marché est conclu en euros.

Règlement des comptes

Le C.C.A.P. du marché fixe les prix et mode d'évaluation des prestations ainsi que le mode de variation des prix et le mode de règlement des comptes.

Délais de paiement

Les délais de paiement sont fixés, conformément à l'article R.2192-10 du Code de la commande publique, à 30 jours.

m) Cautions et garanties demandées

Aucune caution ou garantie n'est demandée.

n) Disposition sociales

Sans objet.

o) Dispositions environnementales

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de l'article L.2112-2 du Code de la commande publique.

Les spécifications techniques et conditions d'exécutions qui prennent en compte des considérations relatives à l'environnement sont prévues à l'article 8.2 du cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et dans les CCTP correspondant à chaque lot.

2- Durée de l'accord-cadre et reconduction

La durée initiale de l'accord-cadre, c'est-à-dire sa durée de validité est d'**un (1)** an à compter de sa date d'effet. Le délai d'exécution des prestations court à compter de la date indiquée dans le bon de commande considéré.

a) Date d'effet de l'accord-cadre

Compte tenu du nombre important de lots à notifier et du fait qu'ils ne peuvent être tous notifiés le même jour, il est instauré une date d'effet via PLACE de l'accord-cadre.

La date d'effet est identique pour tous les candidats d'un même lot et ne peut être postérieure de plus de trente (30) jours à la date de notification.

b) Durée de validité des bons de commande

La personne habilitée à représenter le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de notifier des commandes avant le terme du marché dont l'exécution se poursuivrait au-delà de la date de fin de marché. La durée d'exécution de ces bons de commande ne devra pas excéder 6 mois par rapport à la date de fin de marché.

3- Date de début prévisionnelle d'exécution

A titre indicatif, le début d'exécution des prestations par émission de bons de commande est prévu au deuxième semestre 2026.

ARTICLE 3 : PROCEDURE

1- Type de procédure

La présente consultation est réalisée selon la procédure de l'appel d'offres ouvert en application des articles R.2124-2,1° et R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique.

2- Dossier de consultation des entreprises

a) Retrait

L'ensemble du dossier est téléchargeable gratuitement sur la plateforme des achats de l'Etat (PLACE) site : www.marches-publics.gouv.fr

b) Composition

Le Dossier de Consultation des Entreprises (D.C.E.) contient les pièces suivantes :

- le règlement de consultation (R.C) « **Commun à tous les lots** » et ses **7 annexes** ;
- l'acte d'engagement (AE) **pour chacun des lots et ses annexes** ;
- le cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) « **Commun à tous les lots** » et ses **annexes** ;
- le cahiers des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) pour chaque corps d'état et son annexe ;
- le bordereau des prix unitaires pour chacun des lots.

3- Modification de détail du DCE

La personne publique se réserve le droit d'apporter au plus tard six (6) jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les

candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

4- Questions-Réponses

Pendant la phase de consultation, les candidats doivent faire parvenir leurs questions et les demandes de renseignements complémentaires, sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE), au plus tard dix (10) jours avant la date limite fixée pour la remise des offres : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Les réponses aux demandes de renseignements complémentaires sur les documents de la consultation et adressées en temps utile, sont transmises aux candidats au plus tard le six (6) jours avant la date limite fixée pour la remise des offres

Le cas échéant, les date et heure de remise des offres sont reportées dans les conditions prévues à l'article R.2151-4 du Code de la commande publique.

5- Date limite de remise des offres

Le dépôt électronique des plis s'effectue exclusivement sur le site (PLACE) : <https://www.marches-publics.gouv.fr> avant l'heure et la date limite indiquée en page de garde du présent règlement de la consultation.

6- Négociation

Sans objet

ARTICLE 4 : CONDITIONS RELATIVES A LA CANDIDATURE

1- Forme juridique que devra revêtir l'attributaire

Les candidats pourront soumissionner sous la forme juridique de leur choix.

Les candidats pourront se présenter en agissant, soit en qualité de candidat individuel, soit en tant que membre d'un groupement. Ils ne pourront pas se présenter en tant que membre de plusieurs groupements.

En cas de groupement conjoint, le mandataire devra être solidaire de ses cotraitants pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître de l'ouvrage en ce qui concerne l'exécution du marché.

En cas de groupements, tous les justificatifs demandés au 2 ci-dessous sont à fournir par chacun des membres du groupement et la lettre de candidature sera signée par chaque membre du groupement ou par le mandataire dûment habilité.

2- Conditions de participation

Les candidatures seront examinées afin de satisfaire à des niveaux de capacité correspondant à des marchés similaires, tant par leur nature, leur importance, leur montant que leurs contraintes. Pour justifier de ses capacités financières, techniques professionnelles, le candidat peut demander que soient également prises en compte les capacités financières, techniques et professionnelles d'autres opérateurs économiques. Dans ce cas, il justifiera des capacités de ce ou ces opérateurs économiques (même justificatifs professionnels, financiers ou techniques à fournir que ceux exigés des candidats) et apportera la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché, en fournissant un engagement écrit du ou des opérateurs économiques.

Pour les lots C5, E5 et H5 concernant le périmètre soutenu par l'USID de Creil :

Les lots C5, E5 et H5 étant classés marchés sensibles avec contrôle élémentaire de la personne morale, la recevabilité de la candidature/offre en réponse à ces lots est subordonnée :

Le projet de marché, objet du présent R.C. étant sensible conformément aux dispositions de l'article 5.3.2 de l'instruction générale interministérielle 1300, la recevabilité de la candidature/offre est subordonnée à la fourniture :

- d'un extrait du registre du commerce et des sociétés (K bis) ou équivalent, datant de moins de trois mois ;
- de 2 exemplaires renseignés des formulaires de demande d'enquête administrative, sous forme dématérialisée :
 - o 1 exemplaire faisant apparaître la signature manuscrite scannée du dirigeant ;
 - o 1 exemplaire (imprimé natif et non scanné) dûment rempli électroniquement ;
- Pièces d'identité du dirigeant, objet de l'enquête administrative.

Le formulaire d'enquête administrative, sera rempli par le dirigeant ayant le pouvoir d'engager la société (personne morale nommée sur le K-bis). Il n'est pas nécessaire de joindre les formulaires des personnes morales ayant des délégations de pouvoir.

Les formulaires doivent être adressés avec les documents de la candidature demandés au titre de cette consultation.

NOTA : Pour les personnels possédant une habilitation aux ISC en cours de validité, il convient de fournir en plus des pièces décrites ci-dessus, l'attestation d'habilitation correspondante.

a) Capacités économiques et financières requises

Sans objet

b) Capacités techniques et professionnelles requises

Pour attester de leur capacité technique et professionnelle, l'acheteur exige des candidats qu'ils détiennent :

- liste des travaux de nature et d'importance équivalente aux travaux projetés en cours ou réalisés depuis les cinq (5) dernières années;
- des certificats de capacité délivrés par des organismes indépendants, notamment, certificats de qualifications professionnelles ou de conformité à des spécifications techniques , ou équivalent(s) :

Travaux de béton armé, maçonnerie, de revêtements de sols et muraux scellés ou collés et de plâtrerie – LOT B2

Détention par le candidat d'une (de) qualification (s) adaptée (s) à l'objet du marché :

-**QUALIBAT – 2112** - Maçonnerie (technicité confirmée) et béton armé courant ;
-**QUALIBAT – 6223** – Revêtements résilients (PVC, caoutchouc, linoléum) (technicité confirmée),
ou équivalents,
ou références de travaux attestant de la compétence à réaliser les travaux depuis les 3 dernières années indiquant les montants ainsi que le destinataire Publics et/ou Privés.

Travaux de VRD, de signalisation et de clôture – LOTS C1, C2, C4, C5

Détention par le candidat d'une (de) qualification (s) adaptée (s) à l'objet du marché :

-**QUALIBAT – 1321** - Canalisations d'assainissement (technicité courante) ;
-**QUALIBAT – 1331** – Poteaux et clôtures ;
-**QUALIBAT – 1341** – Aménagements de chaussées et trottoirs ;
ou équivalents,
ou références de travaux attestant de la compétence à réaliser les travaux depuis les 3 dernières années indiquant les montants ainsi que le destinataire Publics et/ou Privés

Travaux de menuiseries bois, PVC – LOTS E1, E2, E4, E5

Détention par le candidat d'une (de) qualification (s) adaptée (s) à l'objet du marché :
QUALIBAT – 4312 - Fourniture & pose de menuiserie en bois (technicité confirmée) et
3541 Fabrication et pose de menuiseries extérieures en PVC (technicité courante),
ou équivalent,
ou références de travaux attestant de la compétence à réaliser les travaux depuis les 3 dernières années indiquant les montants ainsi que le destinataire Publics et/ou Privés.

Travaux de menuiserie métallique, aluminium, vitrerie (Hors monuments historiques) - LOT E2 BIS

Détention par le candidat d'une (de) qualification (s) adaptée (s) à l'objet du marché :
QUALIBAT- 4412- Métallerie (technicité confirmée),
ou équivalent,
ou références de travaux attestant de la compétence à réaliser les travaux depuis les 3 dernières années indiquant les montants ainsi que le destinataire Publics et/ou Privés.

Travaux de peinture – LOTS F1, F2

Détention par le candidat d'une (de) qualification (s) adaptée (s) à l'objet du marché
-QUALIBAT 6112 - Peinture et ravalement (technicité confirmée) ;
-QUALIBAT 6222 – Revêtements résilients PVC (technicité confirmée) ;
-QUALIBAT 6232 – Revêtements de sols coulés à base de résine de synthèse (technicité confirmée) ;
-QUALIBAT 6241 – Revêtements à finition décorative ;
ou équivalents,
ou références de travaux attestant de la compétence à réaliser les travaux depuis les 3 dernières années indiquant les montants ainsi que le destinataire Publics et/ou Privés.

Travaux de couverture, étanchéité, charpente et bardage – LOTS H1, H3, H4, H5

Détention par le candidat d'une (de) qualification (s) adaptée (s) à l'objet du marché :
QUALIBAT – 3101 - Tuiles à emboîtement ou à glissement
QUALIBAT – 3132 - Ardoises (technicité confirmée)
QUALIBAT – 3141 - Éléments accessoires de couverture
et QUALIBAT 3212 - Étanchéité en matériaux bitumineux en feuilles (technicité confirmée),
ou équivalent,
ou références de travaux attestant de la compétence à réaliser les travaux depuis les 3 dernières années indiquant les montants ainsi que le destinataire Publics et/ou Privés.

3- Présentation des candidatures

Les candidats peuvent déposer une candidature via le DUME électronique.

Les candidats qui ne souhaitent pas déposer de candidature via le DUME doivent respecter les exigences de la candidature hors DUME.

Dans le cas où le candidat appuie sa candidature au moyen de capacités techniques ou professionnelle d'un sous-traitant pressenti, il joindra une attestation de ce dernier s'engageant à sous-traiter dans le cadre de l'exécution du marché. Cette attestation devra être signée des deux parties.

En tout état de cause, une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché public.

Un opérateur économique peut candidater à la présente procédure selon deux manières distinctes qu'il choisit librement.

Candidature sous forme de DUME

Les candidats peuvent présenter leur candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) établi conformément au modèle fixé par le règlement d'exécution 2016/07 de la Commission européenne du 5 janvier 2016 établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen susvisé est disponible sur le site <https://ec.europa.eu/tools/espd/filter?lang=fr>.

Pour remplir le D de la Partie III intitulé « Autres motifs d'exclusion pouvant être prévus par le droit interne de l'état membre du pouvoir adjudicateur », le candidat se réfère utilement aux motifs d'exclusion purement nationaux qui sont compris dans l'attestation sur l'honneur jointe aux documents de la consultation.

Pour remplir la partie IV intitulée critères de sélection (c'est-à-dire aptitude professionnelle et capacités), les candidats peuvent remplir :

- soit la partie IV - α « A : indication globale pour tous les critères de sélection » ;
- soit l'ensemble des rubriques de A à D de la partie IV, relatives à l'aptitude, à la capacité économique et financière, aux capacités techniques et professionnelles et au dispositif d'assurance de la qualité et normes de gestion environnementale.

Tous les documents non exigés dans le dossier de candidature seront communiqués selon les conditions figurant au 4) du présent article (Documents justificatifs et autres moyens de preuves).

Un opérateur économique qui participe à titre individuel et qui ne recourt pas aux capacités d'autres entités pour remplir les critères de sélection doit remplir un DUME.

Un opérateur économique qui participe à titre individuel, mais qui recourt aux capacités d'une ou de plusieurs autres entités, doit veiller à ce que le pouvoir adjudicateur reçoive à la fois son DUME et un DUME distinct contenant les informations pertinentes pour chacune des entités auxquelles il fait appel tel que défini ci-après :

➤ **Groupement d'opérateurs économiques**

Si le groupement présente sa candidature sous la forme de DUME, chacun des membres du groupement doit fournir un DUME distinct.

Chaque membre du groupement doit fournir l'ensemble des documents et renseignements attestant de ses capacités juridiques, professionnelles, techniques et financières. L'appréciation des capacités du groupement est globale.

➤ **Sous-traitance**

Si le candidat s'appuie sur un ou des sous-traitants pour faire acte de candidature, il renseigne la partie II-C du DUME et fournit pour chacun de ces sous-traitants un formulaire DUME

distinct et contenant les informations des sections A et B de la partie II ainsi que celles de la partie III et, le cas échéant, les parties IV et V.

Si le candidat ne s'appuie pas sur la sous-traitance pour faire acte de candidature mais qu'il a l'intention de sous-traiter une part du marché public, il renseigne la partie II-D du DUME et fournit les informations figurant dans les parties II-A et B et III pour chacun des sous-traitants.

Candidature hors DUME

Dans ce cas, les opérateurs économiques doivent transmettre les documents et renseignements suivants :

- Lettre de candidature ou formulaire référencé DC 1 dans sa version en vigueur disponible sur le site <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>, complété dans son intégralité ;
- Déclaration du candidat ou formulaire référencé DC 2 dans sa version mise à jour disponible sur le site <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics> reprenant l'ensemble des informations demandées au candidat au titre de la consultation et permettant d'établir ses capacités ou l'ensemble des documents mentionnés ci-dessous.

4- Documents justificatifs et autres moyens de preuve

Les candidats ne sont pas tenus de fournir ces justificatifs et moyens de preuve lorsque le pouvoir adjudicateur peut les obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans sa candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès soit gratuit.

Conformément à l'arrêté du 29 mars 2017 modifiant l'arrêté du 25 mai 2016 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics, et lorsque le profil d'acheteur le permet, le soumissionnaire n'est pas tenu de fournir les certificats suivants :

- le certificat attestant la souscription des déclarations et paiements prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales ;
- le certificat attestant de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L 243-15 du code de sécurité sociale délivré par l'agence centrale des organismes de sécurité sociale ;
- le certificat de cotisation retraite délivrée par l'organisme Pro BTP (si concerné) ;

En cas d'impossibilité de se procurer les certificats ci-dessus directement auprès des administrations ou organismes, l'acheteur en demande communication au soumissionnaire dans le courrier l'informant que son offre est susceptible d'être retenue. Le soumissionnaire établi à l'étranger produit des certificats établis par les administrations et organismes du pays d'origine.

a) Transmission des moyens de preuve concernant les interdictions de soumissionner

Conformément à l'article R.2144-7 du Code de la commande publique, l'acheteur demandera à l'attributaire pressenti de fournir avant la notification du marché public, les preuves que le soumissionnaire ne se trouve pas dans un des cas d'interdiction de soumissionner. En l'absence de fourniture de ces documents, le soumissionnaire dont l'offre est classée immédiatement après est sollicité pour produire les documents nécessaires.

- L'acheteur accepte comme preuve suffisante attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'exclusion mentionné à l'article L. 2141-2, les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents. La liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales devant donner lieu à délivrance d'un certificat ainsi que la liste des administrations et organismes compétents figurent dans un arrêté du ministre chargé de l'économie annexé au présent code.
Le candidat établi à l'étranger produit un certificat établi par les administrations et organismes de son pays d'origine ou d'établissement.
- Le cas échéant, le candidat produit en outre les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail.
- Lorsque les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du candidat ne délivrent pas les documents justificatifs équivalents à ceux mentionnés aux articles R. 2143-6 à R. 2143-9 du code de la commande publique, ou lorsque ceux-ci ne mentionnent pas tous les motifs d'exclusion de la procédure de passation, ils peuvent être remplacés par une déclaration sous serment ou, dans les pays où une telle procédure n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié de son pays d'origine ou d'établissement.
- Lorsque le candidat est en redressement judiciaire, le candidat produit la copie du ou des jugements prononcés.

b) Transmission des documents et renseignements concernant les conditions de participation à la procédure

Pour les opérateurs économiques candidatant par le biais des formulaires DC1/DC2, les documents et renseignements sont fournis à tout moment de la procédure, à la demande de l'acheteur.

Pour les opérateurs économiques candidatant par le biais du DUME et ayant rempli les sections A à D de la partie IV, les documents et renseignements sont fournis à tout moment de la procédure, à la demande de l'acheteur.

Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen approprié.

5- Sélection des candidats

Seuls les candidats ayant fourni l'intégralité des renseignements et documents demandés ci-dessus seront retenus.

ARTICLE 5 : CONDITIONS RELATIVES A L'OFFRE

1- Forme et contenu de l'offre

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et doivent contenir les documents suivants:

- **L'acte d'engagement accompagné de ses annexes** complété et signé par la personne dûment habilitée à engager la société ;
- **L'attestation sur l'honneur que le candidat n'entre pas dans les cas d'interdictions de soumissionner dûment signée par la personne habilitée à engager la société;**
- **Le Bordereau des prix unitaires (B.P.U.),** complété et signé par la personne dûment habilitée à engager la société ;
- **Le mémoire technique,** rédigé conformément à la trame imposée (cf. annexe 6 - cadre de mémoire technique) ;
- **Les 2 formulaires de demande d'enquête administrative pour les lots concernés par le périmètre des USID d'Arcueil, Paris et Creil,** comme indiqués à l'article 4-2 du présent document.

Les offres des soumissionnaires devront, par ailleurs, obligatoirement tenir compte, d'un point de vue technique et financier, des mesures sanitaires de précaution à mettre en œuvre dans le cadre de la lutte contre la propagation de la COVID-19.

L'envoi des BPU par les candidats se fera sous format excel **ET** pdf. Le document pdf. devra être signé par la personne habilitée à représenter l'entreprise. Seuls les prix figurant dans le pdf. du BPU feront foi en cas de contradiction.

Les candidats doivent renseigner les prix unitaires dans le BPU. Aucune ligne ou colonne ne doit être supprimée ou modifiée au risque d'un rejet de l'offre du candidat. Si les fichiers EXCEL sont modifiés (autre que les renseignements demandés), débloqués ou déverrouillés de ses protections, ils seront considérés comme nuls et l'offre du candidat pourra être éliminée

L'attention des candidats est attirée sur le fait que le présent dossier de consultation ne comporte pas de Détail Quantitatif Estimatif (DQE). En effet, la notation du critère prix s'effectuera selon la méthode dite du « **DQE masqué** ». (Voir article 5.3 du présent RC)

2- Délai de maintien des offres

Les soumissionnaires seront tenus de maintenir leur offre dans un délai de 6 mois à compter de la date de remise des offres.

3- Critères d'analyse des offres

Le jugement de l'offre économiquement la plus avantageuse sera effectué selon les critères de pondération suivants :

Critères de jugement des offres	Pondération
Prix des prestations	60 %
Valeur technique	30 %
Valeur environnementale	10 %

- Le critère "prix des prestations" sera jugé selon la formule suivante:

L'offre présentant le prix le plus bas (P_z min) se verra attribuer la note de 100.

Les offres supérieures (P_z) se verront attribuer la note V , déterminée par le calcul suivant :

$$V = \frac{P_z \text{ min}}{P_z} \times 100$$

(P_z) sera calculé selon la formule détaillée ci-dessous :

P_z découle du raisonnement suivant :

$$P_x = \text{BPU} \times \text{Quantités masquées} = \text{DQE masqué}$$

$$P_y = P_x + (P_x \times a - P_x \times a \times R_m)$$

$$P_z = b \times P_y + c \times P_y \times R_b$$

Sachant que,

- R_m correspond à votre remise indiquée à l'article 2.5.1 de l'acte d'engagement,
- R_b correspond à votre rabais indiqué à l'article 2.5.2 de l'acte d'engagement,
- a correspond à la part estimée des commandes ayant recours au BATITPRIX soit 0,15,
- b correspond à la part estimée des commandes inférieures au seuil de 15 000 € HT prévu à l'article 2.5.2 de l'acte d'engagement soit 0,80,
- c correspond à la part estimée des commandes supérieures au seuil de 15 000 € HT prévu également à l'article 2.5.2 de l'acte d'engagement soit 0,20.

- Le critère "valeur technique" sera jugé sur 100 points répartis comme suit, **au vu du mémoire technique établi selon la trame imposée en annexe 6 :**

➤ **Sous critère 1 : Qualité et pertinence de l'organisation mise en œuvre pour répondre aux commandes (30/100 Points)**

A Modalités de réception et de traitement des demandes de devis formulées par l'administration (10 points)

Le candidat détaillera l'organisation mise en œuvre pour la réception et l'étude des besoins émis par l'administration. A cet effet, la note méthodologique devra faire apparaître :

- l'identification des contacts et les dispositions prises pour garantir la disponibilité, la réactivité de ces contacts (y compris gestion de la suppléance) et leur capacité à engager l'entreprise (signature devis).
- la synthèse des exigences du contrat en matière de délais de réponse démontrant la bonne compréhension par les candidats des attendus de l'administration
- de manière générale, seront décrites toutes les mesures prises pour s'assurer du respect des délais contractuels de réponse

B Méthodologie d'élaboration des devis au regard des contraintes techniques et calendaires (10 points)

Le candidat décrira la méthodologie d'élaboration du devis selon les contraintes techniques et calendaires du demandeur. A cet effet, la note méthodologique devra faire apparaître :

- les modalités de mise au point d'un devis sur pièces et sur place,
- les modalités de mise au point en cas de besoin mal défini ou mal compris

C Méthodologie d'élaboration des devis dans le respect des dispositions contractuelles (10 points)

Le candidat décrira la méthodologie d'élaboration du devis permettant de garantir le respect des dispositions contractuelles. A cet effet, la note méthodologique devra faire apparaître :

- la synthèse des exigences du contrat en matière de formalisme du devis et les règles d'emploi des différents prix démontrant la bonne compréhension par les candidats des attendus de l'administration
- les mesures prises en interne pour s'assurer du respect des prix contractualisés (révisions comprises)
- les ressources mises à disposition par l'entreprise pour garantir la fourniture de devis compétitifs s'agissant des « prix nouveaux »

➤ **Sous critère 2 : Qualité et pertinence de l'organisation mise en œuvre pour exécuter les travaux (30/100 points)**

A Gestion des accès (5 points)

Le candidat détaillera l'organisation mise en œuvre pour la gestion des accès. A cet effet, la note méthodologique devra faire apparaître :

- la synthèse des exigences du contrat en matière de gestion des accès démontrant la bonne compréhension par les candidats des contraintes en la matière ;
- la méthodologie mise en œuvre pour initier les demandes d'accès en début de contrat et assurer le suivi tout au long de l'exécution des commandes.

B Modalités d'organisation d'un chantier (20 points)

Le candidat détaillera dans sa note méthodologique l'organisation générale mise en œuvre. A cet effet il détaillera :

- les phases, de la mise en chantier au retrait ;
- les mesures prises pour s'assurer de la sécurité du chantier ;
- l'organisation de la réception et le processus qualité mise en œuvre pour s'assurer de la conformité et de la qualité des prestations exécutées.

C Suivi administratif du chantier (5 points)

Le candidat détaillera dans sa note méthodologique les mesures prises pour la gestion des actes de sous-traitance et la gestion des demandes de paiement.

➤ **Sous critère 3 : Qualité des moyens humains (35 points sur 100)**

A Qualité du responsable technique du contrat (20 points)

Le candidat fournira le CV détaillé (qualifications et expériences professionnelles en lien avec la nature des travaux du lot considéré et pour piloter ce type de contrat) de la personne responsable de marché désignée et de son suppléant.

B Qualité des moyens humains dédiés à l'exécution des travaux (10 points)

Le candidat fournira le CV détaillé (formation, qualifications et expériences professionnelles) de tous les techniciens pressentis pour exécuter les travaux objet du marché.

C qualité des moyens humains dédiés au soutien administratif (5 points)

Le candidat fournira le CV détaillé (formation, qualifications et expériences professionnelles) des personnels en soutien administratif et décrits dans l'organisation dédiée au marché.

➤ **Sous critère 4 : Qualité des moyens techniques (5 points sur 100)**

Le candidat fournira la description des moyens matériels dédiés à l'exécution des prestations du contrat: parc de véhicules / engins et autres matériels : machines-outils, équipements spécifiques.

- Le critère "valeur environnementale" sera jugé sur 100 points.

Le candidat détaillera les mesures prises au sein de son organisation afin de limiter les impacts environnementaux de son activité : lutte contre émission de gaz à effet de serre, démarche environnementale de type ISO 14001 pour ses activités, présentation de la flotte de véhicule

(attributs éco-responsables du véhicule utilisé par l'opérateur lors des visites et/ou réunions de chantier (énergie motrice et norme EURO/CRIT'Air))), etc...

Pondération des critères :

La note finale de chaque soumissionnaire est constituée par la somme du :

- nombre de points sur 100 pour le critère prix obtenu par le soumissionnaire **affecté du coefficient 0,60**
- nombre de points sur 100 pour le critère valeur technique obtenu par le **soumissionnaire affecté du coefficient 0,30.**
- nombre de points sur 100 pour le critère valeur environnementale obtenu par le **soumissionnaire affecté du coefficient 0,10.**

L'offre économiquement la plus avantageuse est celle ayant obtenue la note finale calculée selon la méthode précédente qui comporte le nombre de points le plus élevé.

Toutes les notes sont attribuées aux candidats au vu des informations contenues dans le mémoire technique et conformément aux plages de notation définies précédemment.

Le mémoire technique est contractuel.

Nota : en cas d'égalité suite au jugement des trois critères, le « critère prix » sera prépondérant.

ARTICLE 6 : CONDITIONS DE TRANSMISSION DES PLIS

1- Dépôt des plis

Le dépôt électronique des plis s'effectue exclusivement sur le site (PLACE) : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Le dépôt papier n'est pas autorisé.

Les candidats trouveront sur le site www.marches-publics.gouv.fr un «guide utilisateur» téléchargeable qui précise les conditions d'utilisation de la plate-forme des achats de l'État, notamment les pré-requis techniques et certificats électroniques nécessaires au dépôt d'une offre dématérialisée.

Les frais d'accès au réseau et le recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Les candidats sont invités à tester la configuration de leur poste de travail et répondre à une consultation test, afin de s'assurer du bon fonctionnement de l'environnement informatique. Ils disposent sur le site d'une aide qui expose le mode opératoire relatif au dépôt des plis électroniques.

Plusieurs documents et informations sont disponibles à la rubrique « aide » de la plate-forme :

- Manuel d'utilisation afin de faciliter le maniement de la plate-forme ;
- Assistance téléphonique ;
- Module d'autoformation à destination des candidats ;
- Foire aux questions ;
- Outils informatiques.

Après le dépôt du pli sur la plate-forme, un message indique au candidat que l'opération de dépôt du pli a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception lui est adressé par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence.

L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception électronique signifie que la réponse n'est pas parvenue à l'acheteur.

L'opérateur économique doit s'assurer que les messages envoyés par la Plate-forme des achats de l'État (PLACE) notamment, ***nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr***, ne sont pas traités comme des courriels indésirables.

Antivirus

Les candidats doivent s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus.

La réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité de l'offre. Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu et les candidats en sont avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification.

2- Présentation des dossiers et format des fichiers

Les formats acceptés sont les suivants : .pdf, .doc, .xls, .ppt, .odt, .ods, .odp, ainsi que les formats d'image jpg, png et de documents html.

Le candidat ne doit pas utiliser de code actif dans sa réponse, tels que :

- Formats exécutable, .exe, .com, .scr, etc. ;
- Macros ;
- ActiveX, Applets, scripts, etc.

3- Horodatage

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés. Tout dossier dont le dépôt se termine après la date et l'heure limite est considéré comme hors délai.

En cas d'indisponibilité de la plate-forme empêchant la remise des plis dans les délais fixés par la consultation, la date et l'heure de remise des offres peuvent être modifiées.

4- Copie de sauvegarde électronique

Les candidats ou soumissionnaires sont alertés sur le fait que le site de la plateforme des achats de l'État (PLACE) fait l'objet de dysfonctionnements récurrents depuis plusieurs mois.

Par conséquent, les candidats ou soumissionnaires **sont très fortement invités à remettre une copie de sauvegarde électronique** conformément aux dispositions de l'article R. 2132-11 du Code de la commande publique dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres et conformément aux modalités de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la copie de sauvegarde.

L'utilisation de cette copie de sauvegarde sera effectuée conformément à l'article 2 - II - 2° de l'arrêté cité précédemment.

Les candidats et soumissionnaires sont informés qu'en l'absence de copie de sauvegarde et dans le cas où l'offre d'un candidat ou soumissionnaire ne pourrait être ouverte, le représentant du pouvoir adjudicateur sera tenu de l'écarter.

Cette copie de sauvegarde électronique doit être placée dans un pli cacheté, comportant les mentions suivantes :

- « Copie de sauvegarde » ;
- Intitulé de la consultation ;
- Nom ou dénomination du candidat.

Cette copie de sauvegarde est soumise aux règles décrites à l'article 4.3 du présent règlement de la consultation quant à son contenu, l'ensemble des documents de candidature et d'offre listés doit être fourni.

Les documents figurant sur ce support doivent être signés électroniquement (pour les documents dont la signature est obligatoire).

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les cas prévus à l'article 2 de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la dématérialisation des marchés publics.

Le candidat qui envoie ou dépose sa copie de sauvegarde en main propre contre récépissé, le fait à l'adresse suivante :

*Service d'infrastructure de la Défense Ile-de-France
Sous-direction achats exécution budgétaire et comptabilité (SD-AC)
Base des Loges - Bâtiment 054
8, Avenue du Président Kennedy
78100 Saint-Germain en Laye*

SD-AC ☎ 01 39 21 27 49 / 01 39 21 32 07

Les horaires d'ouverture du service au public sont les suivants :

Du lundi au vendredi : 09h00 à 11h30 – 13h30 à 17h00

5- Modalités de signature électronique

a) Rappel général

Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.

Une signature manuscrite scannée n'a pas de valeur juridique. Elle constitue une copie de la signature manuscrite et ne peut pas remplacer la signature électronique.

b) Signature électronique des documents

Chaque document à signer doit l'être individuellement. Par application de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, le soumissionnaire doit respecter les conditions relatives :

1. au certificat de signature du signataire ;
2. à l'outil de signature utilisé (logiciel, service en ligne, parapheur le cas échéant), devant produire des jetons de signature* conformes aux formats réglementaires dans l'un des trois formats acceptés. Le jeton d'horodatage peut être enveloppé dans le fichier d'origine ou bien apparaître sous la forme d'un fichier autonome (non enveloppé).

c) Exigences relatives aux certificats de signature du signataire

Le certificat de signature du signataire respecte au moins le niveau de sécurité préconisé 1 *

1er cas : Certificat émis par une Autorité de certification "reconnue" : le certificat de signature est émis par une Autorité de certification mentionnée dans l'une des listes de confiance suivantes :

- <http://www.lsti-certification.fr>;
- <https://ec.europa.eu/digital-single-market/en/eu-trusted-lists-trust-service-providers>

Dans ce cas, le candidat n'a aucun justificatif à fournir sur le certificat de signature utilisé pour signer sa réponse.

2ème cas : Le certificat de signature électronique n'est pas référencé sur une liste de confiance. La plate-forme de dématérialisation « PLACE » accepte tous certificats de signature électronique.

Le candidat s'assure que le certificat qu'il utilise est au moins conforme au niveau de sécurité préconisé sur le profil d'acheteur, et donne tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité par l'acheteur.

d) Justificatifs de conformité à produire

Le signataire transmet les informations suivantes :

- La procédure permettant la vérification de la qualité et du niveau de sécurité du certificat de signature utilisé : preuve de la qualification de l'Autorité de certification, la politique de certification...
- Le candidat fournit notamment les outils techniques de vérification du certificat : chaîne de certification complète jusqu'à l'AC racine, adresse de téléchargement de la dernière mise à jour de la liste de révocation ; - L'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

e) Outil de signature utilisé pour signer les fichiers

Le candidat utilise l'outil de signature de son choix.

Cas 1 : le candidat utilise l'outil de signature de la plate-forme des achats de l'État. Dans ce cas, le candidat est dispensé de fournir tout mode d'emploi ou information.

Cas 2 : lorsque le candidat utilise un autre outil de signature que celui proposé sur PLACE, il doit respecter les deux obligations suivantes :

- Produire des formats de signature XAdES, CAdES ou PadES ;

- Permettre la vérification en transmettant en parallèle les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce, gratuitement. Dans ce cas, le signataire indique la procédure permettant la vérification de la validité de la signature en fournissant notamment le lien sur lequel la signature peut être vérifiée, avec une notice d'explication de préférence en français.

La personne signataire doit avoir le pouvoir d'engager la société.

ARTICLE 7 : ATTRIBUTION DU MARCHE

Des formalités préalables à l'attribution et à la notification du marché pourront être demandées au pressenti-attributaire.

1- Formalités préalables à l'attribution des marchés publics

Seul le soumissionnaire retenu au terme du classement des offres doit produire les pièces prévues aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la commande publique.

Par application des dispositions de l'article R.2143-13 du Code de la commande publique, le candidat n'est pas tenu de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve à l'acheteur que celui-ci peut obtenir directement par le biais d'un espace de stockage numérique appelé « coffre-fort électronique ». Les opérateurs économiques ont accès librement et gratuitement à ce coffre-fort via la PLACE.

Présentation du dispositif APROVALL 360

De plus, l'acheteur s'est doté de la plateforme sécurisée aprovall 360 afin de simplifier et de sécuriser ces échanges administratifs obligatoires pour toute la durée du marché.

L'utilisation de cette plateforme est totalement gratuite pour les opérateurs économiques et permet d'y déposer régulièrement, et en toute sécurité, les attestations et documents administratifs demandés durant la période d'exécution du marché. Certaines données sont directement agrémentées par des tiers producteurs de confiance comme le RNCS, les URSSAF, la DGFIP...

Cette plateforme nécessite la création d'un compte à l'adresse suivante : <https://portal.aprovall.com/app/> et compléter les informations et documents manquants.

En outre, la signature de l'acte d'engagement (ou formulaire ATTRI1) n'est exigible que du seul attributaire pressenti : si celui-ci (accompagné de cotraitants, le cas échéant) n'a pas signé son offre lors de sa remise initiale, il devra signer - ou co-signer avec les membres du groupement - l'acte d'engagement (ou formulaire ATTRI1) et faire signer les DC4 aux sous-traitants éventuels avant attribution. Il devra également joindre le/les pouvoirs de la personne physique habilitée (signataire) à engager la société / l'établissement, le cas échéant.

Si ces documents ne sont pas joints dans la réponse initiale, l'acheteur adressera une demande via la PLACE. L'attributaire devra transmettre les documents requis dans un délai de 7 jours à compter de la date d'envoi de la demande.

ATTENTION ! Les délais octroyés n'ont pas pour effet de permettre à l'attributaire de se procurer un certificat de signature électronique, ni d'effectuer les démarches administratives de régularisation auprès des administrations et organismes compétents.

A défaut de transmission des documents dans le délai prescrit par l'acheteur, celui-ci pourra déclarer irrecevable l'offre au titre de l'article R.2144-7 du Code de la commande publique. En conséquence, le candidat dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est alors sollicité pour produire à son tour les pièces nécessaires. Le cas échéant, cette procédure est renouvelée jusqu'à épuisement des offres classées.

2- Fin de procédure et notification

Le marché peut être définitivement attribué une fois ces formalités préalables remplies.

L'acheteur avise alors tous les autres soumissionnaires du rejet de leur offre.

Après signature de l'acte d'engagement (ou formulaire ATTRI1) par le représentant de l'acheteur, le marché est notifié, conformément aux dispositions de l'article R.2182-4 du Code de la commande publique.

Le titulaire devra s'assurer que la ou les personne(s) habilitée(s) à engager la société dispose(nt) d'un certificat de signature électronique valide, conformément à l'article 6.5 « modalités de signature électronique », de façon à pouvoir signer les actes modificatifs (actes de sous-traitances, modifications du marché, décisions...) qui interviendraient en cours d'exécution du marché.

Saint Germain en Laye,

ANNEXE 1 : ASSISTANCE A LA DISPOSITION DES ENTREPRISES SUR « PLACE »

Le candidat doit s'assurer de sa capacité à remettre son offre

Les paramètres à prendre en compte par le candidat : les capacités techniques de son matériel, le type de raccordement à Internet et le trafic sur le réseau internet qui peuvent considérablement augmenter le délai moyen de téléchargement.

Les frais d'accès

Les frais d'accès au réseau et à l'obtention d'un certificat de signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

La boîte aux lettres du candidat (BAL)

Attention : certains serveurs de messagerie présents dans le système informatique des candidats peuvent filtrer des envois venant de la plate-forme. Les candidats doivent être vigilants sur ce point et vérifier également que les alertes de la plate-forme ne sont pas filtrées par le dispositif anti spam de l'entreprise ou redirigées vers les « *courriers indésirables* ».

Manuel d'utilisation

Un manuel d'utilisation est disponible sur le site afin de faciliter l'utilisation de la plate-forme. Le soumissionnaire devra se référer aux prérequis techniques et aux conditions générales d'utilisation disponibles sur le site.

Difficultés

En cas de difficultés sur la PLate-forme des AChats de l'Etat (PLACE), une assistance est mise à la disposition des entreprises au 01.76.64.74.07. Les courriels d'assistance (uniquement en cas d'indisponibilité de l'assistance téléphonique) sont également possibles à l'adresse : **place.support@atexo.com**